



economiesuisse

Opinion

9 décembre 2002

Numéro 24

Le débat sur le climat doit inclure l'énergie nucléaire

En captant une partie de la chaleur terrestre, les gaz à effet de serre agissent comme les vitrages qui laissent passer la lumière du soleil tout en retenant de l'intérieur le rayonnement thermique. Leur concentration dans l'atmosphère est normalement réglée par une multitude de circuits naturels ; mais l'homme perturbe cet équilibre en augmentant les rejets de ces gaz -surtout de CO₂- par la combustion de pétrole, de gaz naturel et de charbon, ainsi que par les incendies de forêts à des fins de défrichement.

Les Etats signataires de la Convention sur les changements climatiques se sont accordés fin 1997 à Kyoto sur des objectifs de réduction des gaz à effet de serre. D'ici à 2010, les pays industrialisés devront réduire leurs émissions de 5,2% en moyenne par rapport à leur niveau de 1990. Pour l'Union européenne, pour divers pays d'Europe de l'Est et pour la Suisse, l'objectif de réduction est même de 8%. En vigueur depuis le 1^{er} mars 2000, la loi suisse sur le CO₂ vise à abaisser plus précisément de 15% les émissions de ce gaz pour les combustibles fossiles et de 8% pour les carburants.

Il est généralement admis que la planète est en train de se réchauffer à un rythme bien plus rapide que tous les réchauffements vécus depuis des millions d'années. Il est certes difficile d'en prédire avec précision les effets sur l'équilibre de la planète. Mais comme le relevait récemment un chercheur du CERN dans une conférence présentée à l'Ecole d'ingénieurs du canton de Vaud : « si rien n'est fait, les conséquences de ces changements climatiques seront probablement désastreuses et d'autant plus désagréables que nous nous livrons à une expérience incontrôlée tout en étant nous-mêmes à l'intérieur de l'éprouvette. »

Le principe de précaution doit donc prévaloir. La loi sur le CO₂ et les objectifs qu'elle vise méritent notre soutien. Encore faut-il veiller à ne pas saboter les efforts en cours par des actions irréfléchies. En octobre dernier, à Madrid, le ministre britannique de l'énergie constatait que le débat sur les changements climatiques devait inclure expressément la question de l'avenir de l'énergie nucléaire : « la question de savoir si nous voulons poursuivre l'utilisation civile de l'énergie nucléaire doit être clairement placée dans le contexte du débat sur le changement climatique. Décider d'abandonner notre industrie nucléaire actuelle rendrait beaucoup plus difficile la poursuite de notre politique de réduction des gaz à effet de serre. »

Ce constat prend valeur d'avertissement dans le débat qui s'amorce chez nous à propos des initiatives Sortir du nucléaire et Moratoire-Plus. Fermer de manière anticipée cinq centrales qui produisent 40% de nos besoins en électricité serait écologiquement irresponsable. Sans parler du coût financier... Mais nous y reviendrons.

Jean-Claude Chappuis

Fédération des entreprises suisses
Verband der Schweizer Unternehmen
Federazione delle imprese svizzere
Swiss Business Federation

Carrefour de Rive 1
Case postale 3684 / CH-1211 Genève 3
Téléphone +41 22 786 66 81
Téléfax +41 22 786 64 50
www.economiesuisse.ch